REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 29 mars au 04 avril 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération Régionale 3

1.1.1 Coopération régionale UE-COI pour la réponse aux catastrophes, notamment climatiques et sanitaires dans l'océan Indien 3

1.2 Connectivité Maritime 5

1.2.1 La Commission de l'océan Indien prévoit un guichet maritime unique régional 5

1.3 Sécurité Alimentaire 8

1.3.1 Il est important aujourd'hui de donner une vision claire de l'agriculture de demain et de mettre en place un plan stratégique d'où découleront des mesures d'accompagnement et de soutien..8

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement 10

2.1.1 Projet SWITCH Africa Green : Dialogue politique pour faciliter la transition vers une économie verte 10

2.1.2 Des amendements proposés à l'Environment Protection Act.....12

2.1.3 Les acteurs de la lutte contre les déchets marins, la pollution plastique cherchent à renforcer les actions, à mieux coordonner les efforts.....13

2.1.4 SOSF soutient les scientifiques en début de carrière.....15

2.1.5 Transport aérien : Assouplissement des mesures sanitaires et reprise des vols.....18

2.2 Coorpération 20

2.2.1 Trafics d'espèces endémiques : Plus de 21 000 tortues saisies entre 2018 et 2021 20

2.3Tourisme 23

2.3.1 Budget 2022/23 – Consultations : Connectivité aérienne, élément crucial pour 1 M de touristes.....23

2.3.2 Les Seychelles et l'Inde concluent un exercice de contre-insurrection, de contre-terrorisme et de lutte contre la piraterie de 10 jours.....25

2.3.3 Nosy-be : Visa Free pour les touristes réclame les opérateurs touristiques.....26

2.4 Economie 27

2.4.1 Echange Commerciaux : Des produits malgaches à la conquête de marché canadien.....27

2.5 Société 28

2.5.1 Covid-19 à La Réunion : suspension du pass vaccinal/sanitaire et fin du port du masque obligatoire dès ce lundi.....28

2.6 Sécurité Alimentaire 30

2.6.1 Alerte de Niveau 1 pour Maurice.....30

2.6.2 « On ne pourra remplacer les importations à 100% mais on peut faire grandir notre production locale ».....33

Coopération régionale UE-COI pour la réponse aux catastrophes, notamment climatiques et sanitaires dans l'océan Indien

COI - Commission de l'Océan Indien - 29/03/2022 08:20:00

Dans les semaines qui ont précédé la 36e réunion du Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI) qui se tient à Paris, l'Union européenne (UE) et la COI ont signé un programme d'actions d'un montant de 1,8 million d'euros pour la mise en oeuvre du programme de renforcement de la résilience et gestion de la réponse aux catastrophes dans l'océan Indien qui prévoit au total 6.85 millions d'euros et impliquent des opérateurs spécialisés à savoir la Croix-Rouge à travers la Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI) et l'agence des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes (UNDRR)

S.E.M. Vincent Degert, Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles a déclaré : - « La succession de crises sanitaires et de catastrophes naturelles qui affectent la région depuis quelques années démontrent l'importance d'une bonne préparation et d'une capacité renforcée de réponse face aux crises. Face à l'augmentation des risques en raison des effets du dérèglement climatique et du déclin rapide de la biodiversité, l'Union européenne et la COI investissent dans la préparation et la prévention pour oeuvrer au renforcement de la résilience des pays de l'océan Indien et éviter de mettre en péril les acquis de développement. Les solutions passent notamment par la révision des mécanismes d'alerte et des plans de réaction ainsi que par la mutualisation des moyens d'interventions entre les îles de l'Océan Indien qui sont toutes exposées et vulnérables. Ensemble elles peuvent faire face à ce défi commun, mais, comme chaque catastrophe le démontre, beaucoup reste à faire, que ce soit au niveau institutionnel ou opérationnel. »

Ce nouveau programme d'action, d'une durée de 45 mois a pour objectif d'améliorer les outils régionaux de gestion des risques de catastrophes et de renforcer la capacité de prévention et réduction des risques des catastrophes dû aux effets de dérèglement climatique.

Le programme de renforcement de la résilience et gestion de la réponse aux catastrophes dans l'océan Indien

Le programme régional avec la COI, doté d'un budget total de 6,85 millions d'euros sur 5 ans, appuie les Etats de la région pour renforcer leurs cadres stratégiques et législatifs en matière de réduction et préparation aux risques de catastrophes, mais aussi leurs capacités opérationnelles de réponse. Ce programme participe directement à la formation des acteurs, l'amélioration

de la gouvernance de la gestion des crises, au renforcement des systèmes d'alerte précoce aux échelles nationales et régionale, la réalisation d'exercices de simulation et l'acquisition d'équipements.
« Le partenariat COI-UE est fermement engagé sur les sujets des biens fondamentaux que sont le climat, la biodiversité, les océans. Il est autant question d'environnement que de sécurité et de croissance socioéconomique. L'anticipation et l'amélioration des réponses face aux risques de catastrophes sont essentielles dans nos îles. Ce projet, c'est de la solidarité en action, très concrètement et très utilement », souligne le Secrétaire général de la COI, Pr. Vêlayoudom Marimoutou.
Répondre à l'urgence : action de solidarité collective à la suite du cyclone Batsirai Un budget dans le cadre de ce programme est également réservé pour des interventions rapides en cas de crise. Dans ce cadre, 110 00 EUR viennent d'être débloqués pour des opérations d'assistance aux populations sinistrées à Maurice et surtout à Madagascar à la suite du passage du cyclone BATSIRAI. La Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI) a notamment pu acheminer dans un délai réduit 87 tonnes de matériel, grâce au fonds du programme UE-COI et à des fonds de la France.
Des partenaires de mise en oeuvre
Outre les activités gérées par la COI (renforcement des systèmes d'alerte précoce, équipements pour les agences nationales de gestion des risques de catastrophes...), des actions sont également conduites par des partenaires de référence dans le secteur. L'agence des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes (UNDRR) fournit un appui aux Etats pour le renforcement institutionnel (stratégies, cadre législatif et règlementaire.). Les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, fédérées au sein de la PIROI basée à la Réunion, intervient sur le renforcement des capacités logistiques dans la région (pré-positionnement de stocks de matériel d'urgence, formation des acteurs pour les secours, exercices de simulation, préparation dans les écoles, etc.).
Actions complémentaires de la Team Europe de la région L'action de l'UE dans le domaine ne s'arrête pas à ce programme, d'autres interventions à l'échelle régionale, en partenariat avec la COI et l'Agence Française de Développement, interviennent en complémentarité : le réseau SEGA One Health de la COI pour la préparation et la gestion des crises sanitaires et le projet Hydromet, axés sur les aspects de prévisions et alertes météorologiques. Les fonds UE-INTERREG (programme de coopération territoriale européenne), gérés par la Région Réunion, sont également mobilisés pour appuyer l'action de la PIROI. L'UE reste enfin présente en cas de catastrophes majeures à travers son aide humanitaire, la Team Europe étant la plus grande pourvoyeuse d'aide humanitaire au monde. Des équipes de la protection civile européenne (ECHO) viennent ainsi d'être déployées à Madagascar pour appuyer la réponse suite au passage de BATSIRAI.
L'UE fournit également un financement d'urgence de 1,85 million d'euros pour fournir des abris et de la nourriture, mettre en place des cliniques mobiles et apporter un soutien psychologique.

The Maritime Executive
INTELLECTUAL CAPITAL FOR LEADERS

La Commission de l'océan Indien prévoit un guichet maritime unique régional



Image de fichier avec l'aimable autorisation de KPA

PUBLIÉ MAR 31, 2022 3:19 PM PAR **BRIAN GICHERU KINYUA**

Un nouveau guichet maritime régional unique pour les pays de l'océan Indien occidental

Les deux dernières années de la pandémie de COVID-19 se sont avérées révolutionnaires pour les chaînes d'approvisionnement mondiales. Alors que de plus en plus de pays se sont confinés, la demande de produits de base – en particulier en Occident – a considérablement augmenté. Les routes transatlantiques et transpacifiques ont connu un nouveau boom maritime.

Cela signifiait que la capacité de la flotte de conteneurs disponible pour les marchés en développement en Afrique et en Asie était réduite. Seulement 11% du parc cellulaire total est disponible pour le marché intra-asiatique, contre 12,8% enregistrés au début de l'année dernière. La capacité disponible pour l'Afrique est passée de 7,5% à 6,7%, selon les données récentes d'Alphaliner.

Cette évolution du secteur du fret maritime suggère un risque de marginalisation des petites économies et des marchés insulaires. Propulsée par cette notion, la Commission de l'océan Indien (COI) - un organisme intergouvernemental qui relie les nations insulaires du sud-ouest de l'océan Indien - a mis au point un projet visant à protéger ces pays des chocs dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

La Commission de l'océan Indien, par le biais de son programme sur l'amélioration de la connectivité maritime, souhaite établir un système régional de guichet unique pour stimuler la facilitation des échanges entre ses États membres. Il s'agit notamment des nations insulaires de l'Union des Comores, de la Réunion (France),

de Madagascar, de Maurice et des Seychelles. Il s'étendra également à l'Afrique du Sud, au Kenya, au Mozambique et à la Tanzanie en tant que pays partenaires.
Pourquoi le CIO voudrait-il entreprendre une tâche aussi ardue, surtout si l'on tient compte du fait que la connectivité et la productivité des ports de l'océan Indien occidental sont limitées ?
« Les accords commerciaux que nous avons conclus avec les États-Unis et l'UE au cours des dernières décennies ne nous ont fait que nous concentrer sur les marchés internationaux. Au contraire, la COVID-19 nous a montré qu'il y a des limites à la mondialisation. Ces limites devraient donc nous inciter à examiner ce que nous pouvons nous procurer auprès de nos voisins », a déclaré Raj Mohabeer, directeur des affaires économiques à la Commission de l'océan Indien, dans une interview vendredi.
La semaine dernière, la Commission a convoqué une réunion technique en partenariat avec la PMAESA (Association de gestion portuaire d'Afrique orientale et australe). Étaient également présents des délégués du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). L'objectif était de finaliser un rapport de faisabilité pour un système régional de guichet unique et de tracer la voie à suivre pour la mise en œuvre.
En cas de succès, il pourrait s'agir du premier système régional de guichet unique maritime au monde. L'UE dispose d'une législation pour un guichet unique maritime européen, mais il n'existe pas encore de portail. Le guichet unique de l'ANASE, qui intègre les guichets uniques nationaux des États membres de l'ANASE, est un outil général de facilitation des échanges, mais n'a pas encore intégré de module maritime.
Fait remarquable, un guichet maritime régional unique pour les pays de l'océan Indien occidental est plausible. La plupart des pays de la région ont déjà un guichet unique national et ceux qui n'en ont pas ont des portails commerciaux complets pour la communauté portuaire. Par exemple, le Kenya et la Réunion (France) disposent de systèmes complets de guichet unique national (SW). L'Afrique du Sud n'a pas de guichet unique national, mais dispose de portails communautaires portuaires élaborés dans chacun de ses ports.
La question est donc de parvenir à une stratégie d'intégration pour le système régional de guichet unique. La première étape consiste à déterminer le seuil minimal pour les systèmes uniques nationaux existants. Il s'agit de types de processus opérationnels qu'ils devraient soutenir, comme le dédouanement du navire à terre, le contrôle aux frontières et les douanes, entre autres. Ensuite, il est nécessaire de disposer d'un cadre régional sur la protection des données. Par exemple, l'Afrique du Sud n'est pas signataire de la convention FAL de l'OMI, qui encourage techniquement les navires et les ports à partager des données par voie électronique.
L'autre étape consiste à créer un canal de communication d'ordinateur à ordinateur pour donner vie au guichet maritime unique régional. Le consultant du projet recommande la création d'une API (Application Programming Interface) pour intégrer les pays aux guichets uniques nationaux existants. Pour les utilisateurs tardifs de technologies, ils peuvent être connectés via un site Web spécialisé. L'objectif est de disposer d'un module évolutif pouvant être adapté aux différents scénarios technologiques existant dans la région.
Il existe un scepticisme considérable quant à la manière dont la région actualisera le concept d'un guichet maritime unique régional. Lorsque j'ai posé cette question à Raj Mohabeer, il a cité le succès du Centre régional de fusion de l'information

maritime (RMIFC) basé à Madagascar. En tant que nouvelle architecture de sécurité maritime, il surveille les activités de navigation dans l'océan Indien occidental afin d'améliorer la sensibilisation au domaine maritime. Le RMIFC fonctionne sous l'égide de la Commission de l'océan Indien. Lors de son lancement en 2012, il s'agissait d'une plate-forme unique en son genre à l'échelle mondiale.

[BUSINESS FILES]



6,8 % DE PRODUCTION DE FRUITS ET DE LÉGUMES SUPPLÉMENTAIRE EN 2021

Les surfaces sous culture de légumes et de fruits en 2021 cette année étaient plus étendues qu'en 2020, soit 7 922 hectares contre 7 352 hectares, et la production a été au rendez-vous avec 101 537 (+6,8 %) tonnes de légumes et de fruits produites en 2021 contre 95 029 tonnes en 2020, d'après Statistics Mauritius. Les pommes de terre, tomates, légumes filants (chouchou, courgette, giraumon...) et banane figurent parmi les plus importantes cultures vivrières en 2021.

De la série de mesures annoncées dans le Budget 2020-2021 pour réhabiliter le secteur agricole et la chaîne agroalimentaire locaux dans le sillage de la Covid-19, deux projets critiques ressortent : la mise sur pied d'un *National Agri-Food Development Programme* dans l'optique de mettre davantage de terres en culture et l'élaboration d'un plan de production de cultures alimentaires en fonction de la demande locale. D'autant plus dans le contexte du conflit russo-ukrainien impactant directement et indirectement l'approvisionnement agroalimentaire mondial ; les deux pays représentant ensemble environ 30 % de la production mondiale des produits céréaliers.

- Le National Agrifood Development Programme est une mesure annoncée pour promouvoir la production locale. Malheureusement, le cadre opérationnel clair et transparent n'est pas encore en place. Ainsi, après la crise de la Covid-19 et maintenant la crise liée au conflit Ukraine - Russie, nous sommes encore dans la même situation. Les débats sont relancés et l'engagement de mettre plus de terres sous culture est présent mais les producteurs locaux ne seront pas enclins à prendre des risques et investir dans le secteur agricole s'ils n'ont pas une certaine garantie de retour économique», fait ressortir Jacqueline Sauzier. Une garantie qui devrait favoriser la nécessaire diversification des activités agricoles pour la souveraineté alimentaire du pays.

«IL EST IMPORTANT AUJOURD'HUI DE DONNER UNE VISION CLAIRE DE L'AGRICULTURE DE DEMAIN ET DE METTRE EN PLACE UN PLAN STRATÉGIQUE D'OÙ DÉCOULERONT DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOUTIEN» - YAN MAYER

À ENL Agri, évoque son CEO, Olivier Baissac, l'agriculture protégée est une pratique de longue date, tandis qu'est étudiée l'agroécologie, ce nouvel ensemble méthodologique de production agricole plus respectueuse de l'environnement. *«Nous sommes les pionniers de la culture sous abri à Maurice. Cela fait plus de 35 ans que nous avons débuté la production en serre. Nous avons à ce jour la capacité de produire un volume de 350 tonnes de légumes sous abri. Nous étudions actuellement des techniques d'agroécologie, mais cela ne concerne pour le moment pas la production de légumes»*, souligne Olivier Baissac.

Une synthèse de l'agriculture mauricienne, publiée fin octobre 2021 dans le cadre de PRéRAD Océan Indien, Plateforme Régionale en Recherche Agronomique pour le Développement dans l'océan Indien, braque les projecteurs sur le fait que 78 % des 64 682 hectares de surfaces agricoles (basée sur les dernières statistiques disponibles en 2014) sont sous culture de canne, seulement 2 % des dépenses publiques totales étant consacrées à l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse, d'après des chiffres de 2018, tandis que 75 % de nos besoins alimentaires sont importés.

Née en 2014 d'une volonté partagée entre la COI, la CIRAD et le Conseil Régional de la Réunion, PRéRAD Océan Indien se dresse comme un outil au service de la coopération scientifique régionale dans le sud-ouest de l'océan Indien. Son objectif est d'accroître la visibilité et la contribution de la recherche agricole au développement durable de la région. Maurice figure avec La Réunion et les Seychelles à la liste des trois des cinq territoires dont les contextes anthropiques et naturels, ainsi que les enjeux actuels que doivent relever leurs secteurs agricoles respectifs, ont été sondés. Pour Maurice, la synthèse relève que les enjeux agricoles tournent autour d'une «diversification agricole pour une plus grande autonomie alimentaire». Pour mener à bien ce vaste programme, la protection des terres agricoles s'impose, notamment en valorisant l'agriculture comme outil d'aménagement du territoire et en renforçant les restrictions par le gouvernement sur le nombre de permis de construction délivrés. Ce qui pourrait potentiellement freiner les inondations éclairs de plus en plus récurrentes dans le pays ces derniers temps.

REDONNER À LA TERRE SES LETTRES DE NOBLESSE

Les enjeux de développement également soulignés par PRéRAD Océan Indien pour une intensification de la diversification agricole à Maurice s'appesantissent sur l'accompagnement de l'installation de porteurs de projets agricoles durables. Cela, à travers la formation des jeunes à l'agriculture biologique et à l'agroécologie mais aussi la facilitation de

l'accès au foncier et aux moyens de production. Sans compter l'intégration de l'innovation technique et sociale dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'agriculture et de la commercialisation. Et l'éducation de la population au «bien manger» dès le plus jeune âge, et le développement d'une industrie agroalimentaire basée sur des produits locaux.

Dans le sillage de l'éclatement de la pandémie de Covid-19, le souhait de redonner à la terre et à l'agriculture ses lettres de noblesse avait d'ailleurs été paraphé dans le discours du Budget 2020-2021 et unanimement applaudi. Presque deux ans plus tard, le bilan quant à l'implémentation de ce projet de société est mitigé. *«Je ne vois aucune mesure prise ces dernières années pour aider le secteur agricole de façon structurelle. Toutes les aides qui ont été apportées sont des mesures temporaires, ne permettant pas aux agriculteurs de se projeter dans un avenir serein. Il est important aujourd'hui de donner une vision claire de l'agriculture de demain et de mettre en place un plan stratégique d'où découleront des mesures d'accompagnement et de soutien. Cela permettra aussi de rassurer les investisseurs et de donner de la perspective»*, fait ressortir Yan Mayer, le Managing Director de Proxifresh.

Olivier Baissac, CEO d'ENL Agri, partage un constat et des perspectives similaires. *«Notre constat est que le secteur reste en grande partie artisanal et qu'il tarde à se professionnaliser. La plupart des petits agriculteurs ne sont pas suffisamment formés et le secteur est toujours peu réglementé. Les conditions au développement du secteur ne sont donc pas réunies. Il y a certes des efforts des autorités pour soutenir les planteurs (par exemple, le* fertiliser subsidy scheme*) mais on s'attaque aux symptômes mais pas au mal, lui-même. C'est toute une réforme du secteur qu'il faut entreprendre»*, argue ce dernier.

Du côté du secteur sucre, précise pour sa part Jacqueline Sauzier, Secrétaire Générale de la Chambre d'Agriculture de l'Ile Maurice, le travail a été enclenché avec une rémunération adéquate de la bagasse depuis l'exercice budgétaire 2021-2022, soit Rs 3,50 le kWh et également la publication depuis peu de l'analyse de la compétitivité du secteur cannier par la Banque mondiale. *«Ce document vient mettre en perspective les autres mesures nécessaires pour la survie de ce secteur et chaque partenaire a maintenant une part de responsabilité sur son développement»*

Du côté du secteur non-sucre, les discussions ont été entamées, souligne Jacqueline Sauzier, mais n'ont abouti à rien de concret pour un développement serein du secteur. *«En revanche, la guerre entre la Russie et l'Ukraine vient relancer le débat. Nous participons activement à plusieurs réunions avec les autorités qui veulent assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire du pays et nous nous engageons à y participer tout en demandant le respect d'un certain cadre de production»*

L'AGRICULTURE ABSENTE DU TOP 10 DES DOMAINES D'ÉTUDES PRÉFÉRÉS

Technologie agroalimentaire, biosécurité, vétérinaire, entrepreneuriat, management en agri-business et aquaculture sont autant de filières dans le domaine agricole qui sont citées comme des indications de cursus éducatifs porteurs et à poursuivre d'après la Higher Education Commission dans sa publication 'List of Indicative Priority Fields of Study' pour la période 2020-2023. En 2020 comme en 2021, cependant, en appui de son survol du paysage de l'enseignement post-secondaire et universitaire à Maurice (publication annuelle 'A snapshot of participation in higher education in Mauritius), l'agriculture ne figurait nulle part tant en termes d'enregistrement d'étudiants pour cette filière d'activité que dans le top 10 des domaines d'études préférés par les étudiants.

LES PROJETS AGRICOLES VIABLES ÉLIGIBLES À UNE PARTIE D'UNE SUBVENTION DE 1,8 MILLIARD D'USD

1,8 milliard d'USD. Le montant de la subvention obtenue par le ministère des Finances par l'United States Agency for International Development (USAID) et le Global Entrepreneurship Network (GEN) en réponse à la Covid-19 pour soutenir financièrement l'entrepreneuriat et plus particulièrement les start-up, les entreprises et les projets agricoles viables et intéressés à créer de l'emploi et autonomiser les personnes. Les candidats intéressés et potentiels éligibles doivent remplir un formulaire en ligne : https://tinyurl.com/mfepd104.



«LE SECTEUR RESTE EN GRANDE PARTIE ARTISANAL ET TARDE À SE PROFESSIONNALISER... LES CONDITIONS À SON DÉVELOPPEMENT NE SONT PAS RÉUNIES» - OLIVIER BAISSAC

Projet SWITCH Africa Green : Dialogue politique pour faciliter la transition vers une économie verte

by ion | Apr 1, 2022 | 0 comments



Un dialogue politique national de deux jours sur l'économie verte dans le cadre du projet SWITCH Africa Green (SAG) visant à faciliter une transition écologique conforme à la vision 2030 de Maurice, s'est ouvert le jeudi 31 mars en présence du ministre de l'Environnement, de la gestion des déchets solides et du changement climatique, Kavy Ramano, au Hennessy Park Hotel à Ebène.

L'ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne (UE) à Maurice, Vincent Degert, et le coordinateur résident des Nations unies (ONU), le Dr Laurent Musango, étaient également présents pour l'événement qui est une initiative du ministère en collaboration avec le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'UE.

Dans son allocution, Kavy Ramano a exprimé sa gratitude à l'UE, au PNUE et au Programme des Nations unies pour le développement pour leur aide dans la mise en œuvre réussie du projet SAG à Maurice, qui, selon lui, a joué un rôle fondamental dans la catalyse de l'action vers une économie verte. Grâce au volet Grant Scheme, a-t-il informé, Maurice a bénéficié jusqu'à 2 millions d'euros pour aider les entreprises à adopter des pratiques de production durables et à développer les compétences nécessaires à la création d'éco-entreprises.

Le gouvernement, a-t-il rappelé, a également approuvé le plan de mise en œuvre national comprenant plusieurs recommandations pour des opportunités commerciales vertes dans trois secteurs prioritaires, à savoir l'agriculture, le tourisme et la fabrication. Compte tenu de la pandémie et de la récente crise géopolitique, a-t-il déclaré, « il est impératif que nous repensions nos fondements économiques, sociaux et environnementaux pour soutenir nos efforts visant à mettre en œuvre les objectifs de développement durable ».

Kavy Ramano a souligné que le dialogue politique fournira un forum aux parties prenantes pour analyser les politiques vertes existantes, identifier les lacunes et formuler des actions politiques vertes appropriées. Il a appelé à davantage d'efforts de collaboration entre les parties prenantes, ajoutant que toute nouvelle stratégie de développement devrait garantir la reprise économique, la sécurité des ressources et la sauvegarde du capital naturel.

Des amendements proposés à l'Environment Protection Act

by ion | Apr 3, 2022 | 0 comments



Le Cabinet ministériel a donné son accord pour drafter des instructions qui seront transmises au Procureur Général pour que des modifications soient apportées à l'Environment Protection Act. Le premier est celui du développement durable, se focalisant sur l'adoption d'un nouveau cadre qui sous-tendrait le processus de transformation vers le développement durable et la transition vers une économie verte. De plus, la création d'un poste observatoire pour collecter et diffuser des données environnementales et des informations clés tout en soutenant la planification et la mise en œuvre de politiques fondées sur des données factuelles est envisagée. L'introduction d'un mécanisme pour mieux assurer la gestion et la protection des écosystèmes essentiels, qui agissent comme des tampons contre les calamités telles que l'érosion, les inondations et les températures extrêmes a été proposé.

Il y aura aussi l'introduction d'un cadre exigeant l'intégration de considérations environnementales dans les politiques, les plans et les programmes dès la phase de planification, des amendements autour de la marée noire et les urgences environnementales. Ils envisagent aussi de renforcer le mécanisme d'application et de conformité pour une application plus efficace et efficiente de la législation environnementale. Des dispositions appropriées, liées à la protection de l'environnement, visant à faire de Maurice un pays sans plastique dans les plus brefs délais seront également introduites.

Les acteurs de la lutte contre les déchets marins, la pollution plastique cherchent à renforcer les actions, à mieux coordonner les efforts |02 avril 2022



PS Matatiken (Photo: Joena Meme)

Les principales parties prenantes travaillant à la lutte contre les déchets marins et la pollution plastique aux Seychelles se sont réunies cette semaine pour discuter de la manière de renforcer leurs actions, de mieux coordonner leurs efforts dans la lutte continue contre le fléau et de se mettre à jour sur le sujet.

La consultation technique et la discussion d'une journée qui ont eu lieu à l'hôtel Savoy ont également permis d'en savoir plus sur un projet intitulé « Protéger l'environnement marin de la pollution terrestre grâce à une coordination renforcée de l'action mondiale » mené ici par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) en partenariat avec le ministère de l'Agriculture, du Changement climatique et de l'Environnement (MACCE).

Après avoir donné un aperçu de la pollution marine et des déchets plastiques dans le monde, le secrétaire principal à l'environnement, Denis Matatiken, a noté que « compte tenu de la reconnaissance des impacts du plastique et d'autres débris atteignant le milieu marin, les Seychelles ont pris des mesures et de nombreuses mesures au niveau national vis-à-vis du problème des déchets marins à travers son système de gestion des déchets solides, le nettoyage régulier des plages par des entrepreneurs privés, les programmes de recyclage des bouteilles en plastique PET et des canettes d'alluminium ainsi que l'interdiction d'utiliser des sacs en plastique à usage unique, des boîtes à emporter et des pailles en plastique. Ces mesures sont prises dans le but de garder le milieu marin exempt de ces déchets ».

M. Matatiken a également déclaré que malgré nos actions positives, les déchets marins qui atteignent nos côtes sont toujours constitués d'une grande partie de plastiques. En 2019, 25 tonnes de déchets ont été collectées à Aldabra et dans les îles périphériques.
« Cela montre que nous ne pouvons pas agir seuls, mais que nous devons travailler ensemble avec la communauté internationale étant donné que nous n'avons qu'un seul océan. Les Seychelles se sont félicitées des récentes décisions prises lors de l'ANUE 5.2, tenue à Nairobi, au Kenya, pour mettre fin à la pollution plastique et forger un accord international juridiquement contraignant d'ici 2024 », a-t-il fait remarquer.
Nanette Laure, directrice des déchets, de l'application de la loi et des permis au MACCE, a expliqué la raison d'être du projet.
« Il existe un important manque de connaissances sur les sources de plastique dans l'océan. Les déchets marins et les plastiques sont nombreux et variés, mais les quantités réelles restent inconnues. En 2019, les Seychelles ont été invitées à s'associer au PNUE pour tester une nouvelle approche afin de combler le déficit de connaissances sur les déchets marins et les plastiques et, par conséquent, d'élaborer un inventaire national des sources et un plan d'action. La même année, le ministère, en partenariat avec WIOMSA et CSIRO (Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation), a organisé un atelier national de formation sur la collecte de données sur les déchets marins.
Mme Laure a expliqué que les objectifs d'un tel projet sont d'identifier les principales sources, voies, points chauds et impacts de la pollution plastique, y compris les microplastiques dans le pays; renforcer la capacité nationale de recueillir des données et de suivre les tendances; suivre les informations relatives à la pollution plastique, en relation avec l'Objectif de développement durable 14 : (Conserver et utiliser durablement les océans, les mers et les ressources marines pour le développement durable); Renforcer la prise de décision en renforçant la base de données probantes pour l'élaboration des politiques, associées à la pollution plastique et aux microplastiques, et renforcer la capacité des Seychelles à rendre compte de l'indicateur 14.1.1 (déchets marins flottants).
Au cours de la discussion, les participants ont également partagé leurs connaissances sur les déchets marins et la pollution plastique; a pris connaissance des déchets marins et des plans d'action dans une perspective mondiale, a pris connaissance de l'inventaire national des déchets marins et de la pollution plastique. D'un point de vue mondial, ils ont engagé des discussions primaires sur les lacunes existantes en matière d'information aux Seychelles et ont identifié d'autres parties prenantes concernées qui pourraient potentiellement faire partie du projet pour renforcer la lutte contre les déchets marins et la pollution plastique.

Seychelles NATION

SOSF soutient les scientifiques en début de carrière

|29 mars 2022



Chaque raie manta a un motif de tache unique sur son ventre que les chercheurs peuvent utiliser pour identifier les individus © Ryan Daly / Save Our Seas Foundation

L'année 2022 marque un retour encourageant au cœur de la mission de financement de la Fondation Save Our Seas : donner aux jeunes scientifiques une longueur d'avance et soutenir leur capacité à devenir les acteurs du changement de notre avenir.

La Fondation Save Our Seas (SOSF) est ravie d'annoncer une série de projets innovants dans le cadre de son cycle de financement 2022. Qu'il s'agisse d'une nouvelle approche scientifique de vieilles questions sur les populations de requins blancs, d'une plongée dans la diversité des requins ou d'une immersion dans la forêt de varech qui est devenue célèbre grâce au documentaire « My Octopus Teacher », chaque projet vise à assurer des océans plus sains et un avenir durable.

Au cœur du PROGRAMME SOSF se trouve son programme de petites subventions et avec 25 nouveaux prix cette année (à des lauréats dont l'âge moyen n'est que de 32 ans), la prochaine ère d'esprits brillants de la conservation est inaugurée pour un avenir innovant.

La durabilité est au cœur de la recherche de Nazia Hossain, bénéficiaire d'une petite subvention. Nazia travaille dans le golfe du Bengale pour identifier les menaces que la pêche et le commerce international font peser sur les requins-marteaux et pour évaluer le risque d'extinction de l'espèce dans la région. À l'aide d'une approche de pêche durable, elle étudiera les routes commerciales, les zones de pêche et les habitats essentiels des

requins, évaluera les perceptions des pêcheurs et comprendra la pression de la pêche dans le golfe du Bengale.
Intégrer les connaissances locales, améliorer les données collectées par les pêcheurs locaux et inclure la communauté dans l'éducation environnementale sont les caractéristiques du projet de Carolina de la Hoz en Mauritanie. Jusqu'à deux tiers des requins et des raies du Banc d'Arguin, une baie peu profonde du parc national du Banc d'Arguin en Mauritanie, sont menacés d'extinction. Carolina évalue la diversité des requins et des raies dans la baie en vue d'améliorer la compréhension locale de leur importance et de leur sort.
De nouvelles connaissances sont ce qu'Anna Simeon vise alors qu'elle recueille des informations génétiques à partir de clips d'ailerons de requin blanc pour évaluer la taille de la population de ce requin en Afrique du Sud. Elle vise également à développer un protocole de surveillance qui peut utiliser des échantillons génétiques collectés lors de patrouilles de filets de requins et de lignes de tambour par le Conseil des requins du KwaZulu-Natal. Ces informations sont particulièrement pertinentes en Afrique du Sud, où la conservation d'une espèce protégée doit être mise en balance avec les préoccupations concernant la sécurité des baigneurs.
C'est en attirant le public que se démarque le travail de Segun Oladipo. Segun recueille les premières données pour l'une des deux seules raies d'eau douce en Afrique, la raie coussin d'épingle. En établissant et en formant la première équipe nigériane de conservation des raies pastenagues à recueillir des données de pêche de science citoyenne, en examinant la répartition et les menaces de cette raie pastenague et en menant des campagnes de sensibilisation auprès des communautés, le projet de Segun apportera une nouvelle compréhension d'une espèce peu connue.
C'est dans cette diversité – d'espèces, de pays et d'innovations scientifiques – que la SOSF est la plus investie. « Des requins fantômes aux grands blancs, du Chili à l'Indonésie, de la génétique aux fossiles, nous soutenons notre gamme de projets les plus passionnants à ce jour », a déclaré le directeur général de la SOSF, le Dr James Lea.
Cinq nouveaux projets ont été financés dans le cadre du programme Keystone Grants. Parmi ceux-ci, Sandra Bessudo caractérise les communautés de requins dans le sanctuaire de faune et de flore de Malpelo en Colombie, tandis que le cinéaste Craig Foster et le scientifique Jannes Landschoff plongent dans la grande forêt marine africaine en Afrique du Sud pour ramener à terre 1001 histoires de son espèce. Ces projets apportent une vision à grande échelle aux défis locaux, offrant des solutions globales à la conservation.
La conservation repose sur la continuité, et des résultats scientifiques solides sont le produit de nombreuses années de travail continu. Dans cette optique, la SOSF a octroyé 25 subventions de continuation pour des projets keystone existants. Il continue également de financer le Centre de recherche SOSF D'Arros aux Seychelles, le Centre d'éducation sur les requins SOSF en Afrique du Sud et le Centre de recherche sur les requins SOSF aux États-Unis. La fondation a également renouvelé le financement de

ses partenaires de longue date – la Bimini Biological Field Station Foundation, Manta Trust, North Coast Cetacean Society, Shark Spotters et Acoustic Tracking Array Platform – en pleine reconnaissance de la valeur que la collaboration et le partenariat peuvent apporter aux solutions de conservation.

Le SOSF a financé 425 projets depuis sa création en 2003. Rien que cette année, 60 projets à travers le monde reçoivent un soutien. « C'est un privilège pour nous de soutenir autant de personnes inspirantes. Leur passion et leur dynamisme me donnent beaucoup d'espoir pour l'avenir des requins et des raies », a déclaré le fondateur de l'organisation, Son Excellence Abdulmohsen Abdulmalik Al-Sheikh.

Trafics d'espèces endémiques : Plus de 21 000 tortues saisies entre 2018 et 2021

Redaction Midi Madagasikara 4 avril 2022 0 Commentaire



Des tortues saisies dans la région Androy, le 26 mars dernier

Le trafic de bois précieux et d'espèces sauvages serait alimenté par une corruption à tous les niveaux si l'on s'en tenait au ministère de l'Environnement et du Développement durable.

Un fléau. C'est ce qui caractérise le mieux le trafic d'espèces sauvages et de bois précieux à Madagascar. Un fléau qui constitue une des principales menaces qui pèsent sur la biodiversité dont les impacts et conséquences touchent aussi bien l'environnement que la vie socio-économique du pays en général. Les divers coups de filet effectués par le ministère chargé de l'Environnement et du Développement durable et de ses partenaires, la semaine dernière, en constituent de parfaites manifestations. Des centaines d'espèces de faunes et de flores endémiques de la Grande île ont été saisies en une semaine dans plusieurs régions du pays. Les chiffres concernant le commerce illégal de bois et d'espèces sauvages à Madagascar sont tout aussi affolants. Selon les données du TRAFFIC, une organisation non gouvernementale qui travaille à l'échelle mondiale sur le commerce des animaux et des plantes sauvages, « *plus de 21 000 tortues endémiques de Madagascar auraient été saisies entre 2018 et 2021* ». Ces espèces feraient ainsi « *l'objet d'un trafic illégal à grande échelle si l'on s'en tenait au ministère de l'Environnement et du Développement durable* ». Aussi, « *environ 104 tonnes de bois de rose et d'ébène ont été exportées, « avec*

un volume légal de seulement 39% soit 40,550 tonnes, entre 1998 et 2014 ».

Rencontre. Un forum de partage sur les enjeux du projet « *Lutte contre la corruption et le trafic d'espèces* » s'est tenu les 31 mars et 1er avril derniers à Anosy. L'évènement s'est présenté comme une opportunité pour tous les acteurs internes et externes impliqués dans la mise en œuvre du projet d'échanger leurs vécus, les défis et problématiques de la lutte contre le trafic d'espèces sauvages à Madagascar. Il conviendrait de noter que ce projet, qui est sous le lead du WWF, repose sur un partenariat entre le TRAFFIC, Transparency International-Initiative Madagascar (TI-MG) et l'Alliance Voahary Gasy (AVG). Une mise en œuvre qui se base donc « *sur un consortium combinant des expertises et des compétences différentes et dont l'objectif est de lutter contre le commerce illégal des espèces sauvages et/ou protégées, de réduire la corruption dans le secteur et d'appuyer le renforcement des mécanismes d'application de la loi à tous les niveaux* ».

José Belalahy

Les Seychelles et l'Inde concluent un exercice de contre-insurrection, de contre-terrorisme et de lutte contre la piraterie de 10 jours

Victoria, Seychelles | | April 1, 2022, Friday @ 19:37 in En français » ACTUALITÉS NATIONALES | By: Sedrick Nicette, Betymie Bonnelame Traduit par: Rudie Bastienne | Views: 312



L'"Exercice Lamitye", qui se traduit du créole par "l'exercice de l'amitié", s'est déroulé aux Seychelles du 22 au 31 mars. (Seychelles Defence Forces)

(Seychelles News Agency) - Des militaires des Seychelles et de l'Inde ont appris à travailler ensemble pour mener des opérations de contre-insurrection, de contre-terrorisme et de lutte contre la piraterie lors d'un exercice conjoint de 10 jours.

L'"**exercice Lamitye**", qui se traduit du créole par "l'exercice de l'amitié", s'est déroulé aux Seychelles du 22 au 31 mars avec la participation des principales unités des Forces de défense des Seychelles (**SDF**), qui comprennent les garde-côtes, l'armée de l'air et Forces spéciales.

Le chef des Forces de défense des Seychelles (**SDF**), le brigadier Michael Rosette, a déclaré que toutes les unités principales étaient représentées dans l'exercice "pour nous assurer que nous nous entraînons à fonctionner conjointement en tant qu'organe cohésif coordonné, efficace et adapté pour travailler aux côtés d'autres forces."

"Pour tous nos officiers et personnels de service des **SDF**, je suis sûr qu'à travers votre participation active, vous avez tiré le meilleur parti de la formation et de l'expérience de vos homologues, et partagé vos connaissances au profit des deux forces, car c'est l'esprit de l'exercice », a déclaré M. Rosette aux participants.



Photo : Les scénarios et les opérations de l'exercice sont adaptés en fonction des bes situations actuelles et des menaces auxquelles chaque pays peut être confronté.(**S Defence Forces**) Photo License: CC-BY

Le chef des **SDF** a exprimé sa gratitude pour les efforts déployés par leurs homologues indiens afin de rendre cet exercice possible même en ces temps incertains où le monde continue de lutter contre la pandémie de COVID-19.

Le haut-commissaire indien, le général Dabir Suhag - ancien chef d'état-major de l'armée indienne - a remercié toutes les personnes impliquées pour avoir continué à faire de cet exercice un succès, malgré les défis.

"Bien que l'armée indienne ait l'expérience d'avoir mené diverses guerres à travers son histoire, avec de tels exercices, les deux pays peuvent apprendre l'un de l'autre et partager des idées qui profiteront à chaque nation", a-t-il déclaré.

Selon les responsables de la défense, depuis l'inauguration du programme en 2001, l'exercice n'a cessé de progresser avec des scénarios et des opérations adaptés en fonction des besoins, des situations actuelles et des menaces auxquelles chaque pays peut être confronté.

"Le thème de l'exercice et du cadre de cette année vise à aborder les scénarios évolutifs du monde fluide d'aujourd'hui, caractérisé par des actes de violence et de déstabilisation perpétrés par des acteurs non étatiques", a déclaré M. Rosette.

Les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, entretiennent une coopération de longue date avec l'Inde en matière de défense et de

sécurité. Cela comprend la sécurité maritime, les opérations de lutte contre la piraterie, la surveillance aérienne, la formation et le renforcement des capacités. L'Inde est l'un des partenaires militaires les plus anciens et les plus proches des Seychelles, ayant fourni des navires de patrouille, des avions et des hélicoptères à ses forces de défense au fil des ans depuis que le pays a obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne en 1976.
M. Rosette a déclaré que le partenariat entre les militaires des deux pays est solide et il espère continuer à voir les Seychellois se diriger vers les différents instituts de défense indiens pour s'entraîner à l'avenir.
« L'**exercice Lamitye** 2022 » devrait ouvrir la voie aux deux parties pour qu'elles grandissent ensemble grâce à l'apprentissage professionnel et culturel ainsi qu'aux interactions sociales.

Budget 2022/23 – Consultations : Connectivité aérienne, élément crucial pour 1 M de touristes

193
1 Avr 2022 09h00



L'Association des Hôteliers et Restaurateurs de l'Ile Maurice (AHRIM) a fait part de ses préoccupations au ministre des Finances, Renganaden Padayachy, notamment concernant la reprise de l'accès aérien, un élément crucial pour atteindre l'objectif de 1 million de touristes pour l'année en cours. C'était, mercredi après-midi dans le cadre des consultations budgétaires.

- Publicité -

À l'issue de la réunion, Désiré Elliah, président de l'AHRIM a déclaré que *« nos propositions au ministre dans le cadre du budget sont en voie de finalisation. Nous avons eu l'occasion de faire part de notre principale préoccupation. Elle porte bien entendu sur la reprise du secteur ralentie en raison de l'environnement économique mondial incertain et des conditions qui demandent encore à être réunies. Il reste un gros travail à accomplir sur le plan de la connectivité aérienne. »*

L'AHRIM plaide aussi pour des efforts soutenus concernant l'image de la destination et son positionnement face à une concurrence féroce à l'international. Il fait comprendre qu'il faut consacrer davantage de fonds à la visibilité de la destination Maurice . *« Nous nous attendons que le pays investisse de manière conséquente dans la visibilité de la destination et dans le rétablissement de nos réseaux de partenaires commerciaux. La relance est certes entamée mais il y a encore des conditions qui doivent être*

créées pour pouvoir atteindre notre objectif d'accueillir un million de touristes en 2022 », fait-il comprendre.
Pour l'heure, les opérateurs affirment être toujours dans une posture délicate, devant composer avec des revenus réduits et une situation financière lourdement impactée par un endettement croissant et dix-huit mois presque sans activité. *« Nous demandons aux autorités de continuer à faire preuve de flexibilité et de soulager les opérateurs des contraintes d'échéances de taxes et de loyers, entre autres, jusqu'à un réel retour à la normale* », poursuit Désiré Elliah.
Outre l'AHRIM, diverses autres associations du secteur touristique ont pu faire entendre leurs voix lors des consultations avec le ministre Padayachy, dont l'Association des Hôtels de Charme, la *Tourism Promotion Association*, la *Federation of Pleasure Craft Operators*,
l'*Association of Inbound Operators*, l'*Association of Tourism Professionals* et l'*Association of Tourist Operators*.
Daniel Saramandif, président de l'*Association of Tourism Professionals* (ATP), a fait état de la nécessité de la mise sur pied d'un *Tourism Council*. *« Comme le ministre du Tourisme nous reçoit deux fois par an, ce Tourism Council permettra de regrouper tous les opérateurs du secteur, incluant le ministère des Finances et celui du Tourisme. Nous souhaitons qu'il se réunisse deux fois par mois, afin de voir quels moyens mettre en œuvre pour assurer la mise en application du Master Plan et des stratégies annoncées pour le secteur. »*
L'ATP, a fait d'autres propositions au ministre des Finances, surtout dans un contexte ou de nombreux jeunes quittent le secteur touristique pour aller travailler à l'étranger. *« Les salaires sont trop faibles dans le secteur. Nous avons demandé un minimum de Rs 15 000 à Rs 25 000 comme salaire de base dans le secteur touristique, et une aide du gouvernement à ce niveau. Car il est important d'encourager les jeunes à rester dans le secteur touristique. S'ils touchent Rs 10 000 ou Rs 11 000 comme salaire de base, ce n'est pas suffisant, c'est pour cela qu'ils préfèrent aller travailler sur des bateaux ou à l'étranger »,*ajoute-t-il.
Il a aussi évoqué la flotte de 10 000 à 12 000 véhicules qui sont utilisés dans le secteur, par les tours operateurs et compagnies de location de voitures notamment. *« Nous demandons des facilités au gouvernement, pour au moins un an, afin de nous permettre de faire l'acquisition de voitures électriques, surtout avec les prix du carburant qui grimpent. Cela nous permettra de renouveler notre flotte et de devenir vraiment une sustainable island »,* indique-t-il.

Nosy-be : Visa Free pour les touristes réclament les opérateurs touristiques

vendredi 1er avril | Mandimbisoa R.

Au moins deux mois de « Visa free » pour les touristes. C'est ce qu'une centaine d'opérateurs touristiques de Nosy Be réclament pour pouvoir booster le tourisme dans cette ville à vocation touristique. La réouverture de l'aéroport aux vols internationaux ne suffit pas pour relancer cette activité suspendue depuis plus d'un an maintenant, il en faudra plus selon eux.

Après l'annonce de la réouverture du ciel malgache aux vols internationaux, les opérateurs touristiques qui craignent de rater la prochaine saison touristique veulent davantage d'engagement de la part de l'Etat. Outre le visa gratuit à titre promotionnel, les opérateurs demandent l'allègement du prix de billets d' avion via la réduction des taxes payées par les compagnies aériennes, l'appui à la trésorerie des opérateurs touristiques pour le maintien de leurs exploitations et le soutien des coûts liés à la protection du personnel et au chômage pendant une certaine période. Actuellement, le coût d'un visa touristique pour un séjour de un mois à Madagascar est de 35 euros.

L'île aux parfums a accueilli les derniers touristes étrangers au mois de mars 2021. Après la découverte du premier cas de Covid-19 à Madagascar en mars 2020, les autorités ont décidé de suspendre les liaisons aériennes avec de nombreux pays et n'ont ouvert que partiellement les vols commerciaux à destination de l'île de Nosy-be qu'au mois d'octobre 2020 pour les suspendre à nouveau quelques mois plus tard. Les vols internationaux sur Nosy-be ont dû officiellement reprendre au mois de novembre dernier mais dans la réalité cela ne s'est pas fait, une situation déplorée par les opérateurs du tourisme de cette ville.

« *On n'en peut plus de leur fausses promesses* », déclarent les opérateurs touristiques de Nosy Be. Ils pointent notamment du doigt les décisions du ministère du tourisme. « *En effet si ce n'est pas un refus catégorique, c'est une exigence inappropriée et obligeant les compagnies aériennes à laisser deux places vacantes aussi à l'aller comme au retour, réservées aux personnels de l'aéroport qui auraient pour mission de fouiller les bagages à main et le corps tout entier des passagers en cabine durant le vol.* », affirment-ils.

Lors d'une réunion avec ces opérateurs touristiques, tenue à la Chambre de commerce de Nosy Be, le préfet de Nosy Be, a annoncé l'arrivée ce jour du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, un natif de la région, et du secrétaire d'État en charge de la gendarmerie nationale. Ils devront certainement entériner cette réouverture et mener des ateliers de renforcement de la lutte contre l'insécurité dans cette ville afin de garantir la sécurité des touristes et de la population.

Transport aérien : Assouplissement des mesures sanitaires et reprise des vols

jeudi 31 mars | Mandimbisoa R.

Les autorités ont décidé hier d'assouplir les mesures sanitaires pour l'entrée dans le territoire malgache et d'autoriser la reprise de plusieurs vols en provenance d'autres pays si auparavant ils étaient assez restreints. L'objectif étant ainsi de faire baisser le tarif des billets d'avion qui étaient devenus hors de prix depuis la crise sanitaire.

Le confinement à l'hôtel pour les passagers en provenance de l'étranger ne sera plus obligatoire. Le test PCR à présenter à l'embarquement reste toutefois valable. A l'arrivée, le passager doit passer un test antigénique. S'il est testé négatif, il est libre de quitter l'aéroport sans d'autres contraintes. En cas de test positif, il doit rester confiner pendant au moins 7 jours.

Pour la reprise des vols, les vols de la Réunion-Toamasina, les vols Nosy Be-La Réunion-Tana, les vols reliant Mayotte-Mahajanga et Antananarivo - Mayotte-Nosy Be et Antsiranana devront ainsi reprendre. Il en est de même pour les vols reliant Antananarivo à Maurice et les vols reliant la Turquie à Antananarivo et Antanarivo-Paris en passant par Turquie, à travers la compagnie Turkish Airlines. La fréquence des vols entre Paris-Tana sera également revue à la hausse, tout comme les vols en provenance et vers la Réunion.

Des pourparlers sont en n cours concernant la reprise des vols entre l'Afrique du Sud et Antananarivo avec la compagnie Ethiopian Airlines. Cette compagnie était particulièrement pointée du doigt dans les affaires de trafic d'or en provenance de Madagascar. Elle aurait accepté toutefois de se soumettre aux règlements imposés par les autorités malgaches afin d'éviter les trafics, explique le communiqué de la Présidence.

A travers cette récente décision, les dirigeants envisagent de faire d'une pierre deux coups voire trois. Il s'agit, dans un premier temps, de rendre effective la réouverture des vols internationaux au niveau des aéroports de Madagascar. L'Etat vise également à réduire le coût jugé trop élevé des billets d'avion pour se rendre dans le pays et booster ainsi le tourisme. Troisièmement, les autorités compteraient également endiguer le trafic des ressources naturelles (or, tortues, pierres précieuses…) en procédant à ces réouvertures progressives et contrôlées.

Échanges commerciaux – Des produits malgaches à la conquête du marché canadien

Des opportunités à saisir. Un rendez-vous à ne pas manquer sous aucun prétexte. Des produits malgaches auront l'occasion de participer au Salon international de l'alimentation, SIAL, de Montréal au mois de mai.

Ils peuvent rêver d'avoir un jour leurs cabanes au Canada. Ce sont ces opérateurs tournés vers les exportations, sélectionnés pour participer à la troisième Mission économique et commerciale au Canada, MECC 2022. Hier à l'Ibis Hôtel d'Ankorondrano, Haingo Randrianarivony, présidente de la Chambre de commerce et de coopération Canada-Madagascar, CanCham, a donné de plus amples informations sur les tenants et aboutissants d'un tel événement, trop rare pour ne pas être signalé, au cours de la présentation officielle y afférente.

« La plupart des opérateurs économiques malgaches, ont pour aspiration l'accès et la conquête du marché canadien. La CanCham a pour mission de participer à l'accroissement et de faciliter les échanges commerciaux, culturels et coopératifs entre Madagascar et le Canada tout en insistant pour la promotion des acteurs du secteur privé et public. Ainsi, en partenariat avec la Société nationale de participation, Sonapar, le Pôle Intégré de Croissance, PIC et L'Association de la diaspora Malagasy Mifanohana eto Kanada, Admmk, la CanCham organise sa troisième Mission Économique et Commerciale au Canada, Mecc 2022. Elle se tiendra à Montréal du 17 au 25 avril 2022. Le point d'orgue de ce déplacement sera la participation au Salon international de l'alimentation de Montréal, SIAL où pour la première fois, un pavillon Madagascar sera ouvert » explique Haingo Randrianarivony. Elle poursuit : « Cinq entreprises et un groupement ont été sélectionnés pour faire partie de la délégation : Monlitchi, Groupe Scrimad, Établissement Hary, Vaniala Export, MC Ingredients, Groupement des Exportateurs d'Huiles Essentielles de Madagascar, Gehem. Les activités phares de la mission consistent, à part la participation au SIAL 2022, une séance de réseautage avec les opérateurs et membres de la diaspora malagasy au Canada ».

Un bel avenir

La seconde MECC de 2019 a laissé entrevoir de belles promesses selon les statistiques disponibles. Avec huit participants, cinq-cents contacts ont été réalisés, quarante-six ont eu des suites, avec dix-neuf contrats de vente concrétisés pour un montant total de 2,227 millions d'euros. Mais il existe une marge de progression plus qu'intéressante. Des niches commerciales à exploiter. Selon Maggie Leong, Consul honoraire du Canada à Madagascar, « en 2021, le potentiel des importations en valeur du Canada pour les produits malgaches ont été estimés à 193 millions de dollars, contre 11 millions d'exportations ». C'est dire si les échanges commerciaux entre les deux pays ont un bel avenir.

Pour cette année de reprise post-crise sanitaire la CanCham et ses partenaires attendent du mieux. « L'initiative cadre avec les activités du Pic » soutient Haingo Razafimbelo qui a représenté cette entité. « Nous avons les outils pour vous accompagner » a-t-il proposé. Jordy Andrianasolo, chargé du développement de projet et de partenariat de la Sonapar a abondé dans la même logique. « La Sonapar a pour vocation d'apporter ses aides financières aux investisseurs. Elle n'a pas hésité à répondre aux sollicitations de la CanCham ».

Covid-19 à La Réunion : suspension du pass vaccinal/sanitaire et fin du port du masque obligatoire dès ce lundi

LINFO.RE – créé le 4.04.2022 à 06h00 – mis à jour le 4.04.2022 à 06h00 - Mathieu Saintomer



Antenne Réunion

La situation épidémiologique se stabilise sur notre île, 9 759 nouveaux cas et 7 décès ont été confirmés les 7 derniers jours. Le taux d'incidence s'établit à 1 140 pour 100 000 habitants et La Réunion n'est plus en état d'urgence sanitaire. Cette situation pousse les autorités à suspendre l'application du pass vaccinal à compter de ce lundi 4 avril.

Suspension du pass vaccinal dès ce lundi 4 avril

La situation épidémique se stabilise depuis plusieurs semaines à La Réunion. Les autorités sanitaires ont confirmé 9 759 nouveaux cas et 7 décès ont été confirmés les 7 derniers jours et le taux d'incidence est de 1140 pour 100 000 habitants.

La pression hospitalière a nettement diminué à La Réunion et elle se stabilise aujourd'hui à un niveau bas permettant de mettre en œuvre la dernière étape du calendrier de desserrement progressif des mesures de freinage.

Suspension du pass vaccinal

La préfecture annonce que dès le 4 avril le pass vaccinal sera suspendu. Le pass vaccinal ne sera plus nécessaire pour accéder à l'ensemble des lieux (restaurants, bars, discothèques, cinémas, théâtres, salles de spectacle, musées, stades, foires et salons) où il est actuellement exigé.

Bas les masques...

Dès ce lundi 4 avril, le port du masque ne sera plus obligatoire dans les lieux clos comme les entreprises, les établissements scolaires, les administrations, les services publics, ou encore les magasins. Toutefois, le

port du masque sera toujours exigé dans les transports collectifs et les établissements de santé et médico-sociaux, pour le personnel comme pour le public.
... ou pas
Malgré la levée de la restriction, la préfecture recommande de conserver son masque dans les lieux à forte fréquentation au sein desquels les mesures de distanciation ne peuvent être respectées.
Il est également particulièrement recommandé pour :
- pour les personnes âgées, immunodéprimées, malades chroniques et fragiles, ainsi que pour leurs aidants
- pour les personnes symptomatiques
- pour les personnes contact à risque
- pour les cas confirmés de personnes atteintes du Covid-19, jusqu'à 7 jours après leur sortie d'isolement.



CRISE ALIMENTAIRE

ALERTE DE NIVEAU 1 POUR MAURICE

LE SPECTRE D'UNE CRISE ALIMENTAIRE SE PRÉCISE ALORS QUE LES HOSTILITÉS SE POURSUIVENT EN UKRAINE. À MAURICE, L'ON RESSENT DÉJÀ LES PREMIERS CHOCS ASSOCIÉS À LA PÉNURIE DE CÉRÉALES SUR LE MARCHÉ MONDIAL.

RIDHWAN AUKAULOO

LES analystes sont inquiets : la guerre en Ukraine pourrait déboucher sur une crise au niveau de la production alimentaire mondiale. Si certains produits de base ne sont plus aussi facilement accessibles, les prix d'autres aliments ont déjà pris l'ascenseur dans plusieurs pays d'Europe pour atteindre de nouveaux records pendant que l'inflation fait rage. Pour cause : l'Ukraine et la Russie sont effectivement d'importants producteurs et exportateurs d'huile de tournesol, de blé, d'orge et de maïs. Ainsi, en 2019, leurs parts respectives dans la production mondiale se chiffraient à 30 % (Ukraine) et 26 % (Russie) pour l'huile de tournesol, 5,6 % et 13 % pour le blé, 3,7 % et 9,7 % pour l'orge, et 3,1 % et 1,2 % pour le maïs.

Même s'il reconnaît que certaines «*perturbations dans les prix alimentaires sont cycliquement normales en période de volatilité (pendant des périodes de guerre, d'instabilité politique, de changement climatique, d'embargo, etc.)*», Amit Bakhirta, le CEO d'Anneau, ne prévoit pas de crise alimentaire générale à l'échelle mondiale à ce stade des événements. De par la spécificité de la récolte produite et des produits exportés par ces deux pays, il estime que les niveaux de prix élevés seront maintenus jusqu'à ce que «*la crise soit dépoussiérée et/ou que les producteurs compétiteurs augmentaient leurs productions/exportations, ce qui demeure difficile sur le court terme*».

Étant donné les rôles importants de ces deux pays sur le marché alimentaire mondial, le Dr Bhavish Jugurnath se montre un chouia moins optimiste en partageant ses craintes par rapport à l'impact de la guerre sur la question de la sécurité alimentaire mondiale. S'appuyant sur le fait que la Russie et l'Ukraine sont des exportateurs dominants d'huile de tournesol,

«L'INFLATION ALIMENTAIRE POURRAIT DÉPASSER LES 35 %»
DR BHAVISH JUGURNATH



[ACTUALITÉ]

CRISE ALIMENTAIRE

PAS DE RUPTURE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT, MAIS LE RISQUE EST RÉEL

LA GUERRE EN UKRAINE LAISSE ENTREVOIR LA PERSPECTIVE D'UNE CRISE ALIMENTAIRE. CERTAINS PAYS DE L'AFRIQUE DU NORD DÉPENDANT DU BLÉ UKRAINIEN SONT À RISQUE. DANS L'IMMÉDIAT, IL NE FAUT PAS S'ATTENDRE À UNE RUPTURE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT À MAURICE, RASSURENT LES DISTRIBUTEURS.

RESHMEE BHEEMUCK

LA crise alimentaire est sur toutes les lèvres. La guerre entre l'Ukraine et la Russie pourrait donner lieu à une pénurie alimentaire aiguë dans les pays pauvres d'autant plus que ces deux pays représentent à eux seuls 30 % des exportations mondiales de blé et 80 % de la production d'huile de tournesol. De même, l'Ukraine est le quatrième exportateur mondial de maïs. Lors du sommet du G7, le président français, Emmanuel Macron, a dit craindre «une crise alimentaire sans précédent». De son côté, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a déclaré que «les prix des aliments, du carburant et des engrais montent en flèche. Les chaînes d'approvisionnement sont perturbées. Et les coûts et les délais de transport des produits importés, lorsqu'ils sont disponibles, atteignent des niveaux record. Et tout cela frappe le plus durement les plus pauvres et sème les graines de l'instabilité politique et des troubles dans le monde entier».

Qu'en est-il de la situation à Maurice ? Selon le directeur de Savemart, Asvin Bokhoree, une pénurie est à craindre car la Russie et l'Ukraine exportent un ensemble de produits nécessaires à plusieurs pays. «La Russie est un exportateur de différentes huiles comestibles. Plusieurs pays en dépendent. L'Ukraine exporte le blé. Actuellement, les bateaux ne peuvent plus faire le va-et-vient avec ces deux pays en guerre. Définitivement, il y aura une pénurie. Je ne me fie pas uniquement à mon stock mais je pense qu'en général, ce stock peut tenir trois mois maximum», soutient-il. Et d'ajouter qu'il existe des alternatives comme se tourner vers d'autres pays pour l'huile comestible, comme l'Argentine, la Malaisie et le Brésil.



LAWRENCE WONG (CHIEF EXECUTIVE OFFICER DE LA TROBE)

De l'avis de Lawrence Wong, le Chief Executive Officer de La



OPÉRER UN RETOUR À LA TERRE

Selon Eric Mangar Ghotol, agronome et directeur du Mouvement pour l'Autosuffisance Alimentaire (MAA), il est essentiel en cette période de crise de se remettre en question et de songer à opérer un retour à la terre tout en pensant à l'élevage et à la chasse.

«La population doit commencer à planter. Le planteur doit se mettre à l'integrated farming et à l'élevage d'animaux qui donnera du fumier utile pour la plantation. Et pourquoi pas adopter le 'vertical planting' dans les maisons au planter dans des conteneurs. Pour le poulet qui devient cher, pourquoi ne pas considérer son élevage en basse-cour comme dans le passé ? Cela ne demande pas un gros investissement. Le cerf peut aussi être un excellent actif. Les cerfs se multiplient très rapidement et ce serait bien qu'ils soient à la portée des Mauriciens et à un prix abordable. Mais aussi agrandir le territoire de mer pour pêcher. Il faut exploiter cela», souligne-t-il.

Trobe, Maurice est loin de souffrir du manque de nourriture ou de malnutrition. «*Nous sommes très loin de tout ça. Même dans le pire des scénarios (ce qui est peu probable), si on regarde un peu autour de nous et que nous restons positifs et inventifs, nous devrions avoir de quoi nourrir la population. Nous vivons sur une île tropicale. Nous avons plein d'arbres fruitiers, sans oublier la mer et d'autres ressources. Le conflit en Ukraine aura surtout des conséquences financières et/ou logistiques sur certaines denrées. Nous allons subir davantage de pression sur les prix, et il y aura sans doute des manquements sur certaines marques. Cette pression sera surtout sur les entreprises, nous ne manquerons pas d'aliments à Maurice*», avance-t-il. Et de préciser : «*L'Australie et le Canada font partie de nos principaux fournisseurs de grains secs. Notre riz provient surtout de l'Inde, et nos gros pois de Madagascar. Il me semble que nous importons certaines céréales d'Ukraine et de la Russie, surtout pour la confection d'aliments pour animaux. Mais cela reste assez marginal*».





ASVIN BOKHOREE (DIRECTEUR DE SAVEMART)

Tout en insistant qu'il ne faut pas être alarmiste, Lawrence Wong estime que les Mauriciens ne manqueront pas de denrées alimentaires, précisant que La Trobe est sous contrat pour s'approvisionner en aliments essentiels comme le lait et le riz. De même, la société de distribution est en train de constituer des stocks.

Du côté de Panagora, Yovan Jankee, le MIU & Corporate Communication Manager, indique que les importations de produits alimentaires et de boissons viennent essentiellement d'Europe (France, Allemagne, Espagne, etc.) et de la région de l'Indianocéanie (Australie, Afrique du Sud, Inde, Seychelles...).



YOVAN JANKEE (MIU & CORPORATE COMMUNICATION MANAGER DE PANAGORA)

Concernant les grains secs en particulier, les importations mauriciennes viennent principalement de l'Inde, de la Chine, de l'Allemagne, de l'Égypte, de la Turquie, entre autres. Quant à l'Ukraine et la Russie, elles nous fournissent principalement des petits pois et des grains secs. Mais, de manière générale, nos importations en denrées alimentaires de ces deux pays restent relativement faibles.

Selon Yovan Jankee, d'un point de vue opérationnel, les problématiques sont essentiellement les mêmes : une faible disponibilité des opérateurs pour le fret maritime et une production erratique. L'invasion de l'Ukraine par la Russie vient causer encore plus de disruption, car les deux pays sont de gros producteurs de céréales. Ainsi, estime-t-il, il faut s'attendre à des impacts sur la fourniture de certaines commodités.

Chez Panagora, l'on a de quoi répondre à la demande normale de produits alimentaires. «*Nous gérons nos stocks avec un surcroît de prudence et d'attention face à l'instabilité internationale*», souligne Yovan Jankee.

Cependant, précise-t-il, la situation mondiale est complexe et pleine d'incertitudes. Des réactions comme le panic-buying ne servent qu'à accentuer les problèmes pour tout le marché, pouvant créer des pénuries artificielles.

POUSSÉE INFLATIONNISTE

Selon Lawrence Wong, la crise alimentaire se traduit par une forte pression sur les prix. Malgré la conjoncture actuelle, les distributeurs ont la responsabilité de s'assurer que les produits essentiels sont disponibles.

«*L'inflation est globale en ce moment, et il est vrai que les hausses sont constantes. Je pense qu'il faudra qu'on fasse tous des efforts, surtout au niveau des importateurs. Ces derniers sont d'ailleurs prêts à continuer à assurer la fourniture du pays en denrées alimentaires et à absorber au maximum les augmentations. Je pense qu'il est de notre responsabilité d'être là pour la population en ces temps difficiles, et la vaste majorité de mes homologues sont d'accord avec moi*», poursuit-il.

Parallèlement, Yovan Jankee explique que les moteurs de l'inflation sont dans le rouge depuis le début de la pandémie, et cette guerre ne fait qu'exacerber des problèmes existants.

Asvin Bokhoree indique qu'une solution serait de se tourner vers la production locale afin de ne pas faire de la crise alimentaire une réalité. «*Il serait bon que plusieurs personnes plantent leurs propres légumes. Le gouvernement devrait encourager la plantation locale, la recherche dans l'agriculture, la production de légumes en serre*», argue-t-il.

Il est rejoint par Jacqueline Sauzier, secrétaire générale de la Chambre d'Agriculture, qui fait remarquer que la crise sur la production alimentaire va être mondiale. «*Certains pays ont déjà pris la décision de suspendre leurs exportations pour se concentrer sur leur souveraineté alimentaire. Et cela aura probablement des impacts sur notre industrie agroalimentaire qui dépend de matières premières importées*», observe-t-elle. Elle estime que des alternatives d'approvisionnement sont à trouver quand produire localement n'est pas possible. C'est une question d'assurer notre sécurité alimentaire.

Économie

Questions à...

Yannis Fayd'herbe,
président de l'Association of Mauritian Manufacturers (AMM)

«On ne pourra remplacer les importations à 100 % mais on peut faire grandir notre production locale»

La production locale, incluant le secteur agricole, est une priorité à Maurice au vu des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, Covid et guerre obligent. La situation est urgente. Mais où en sommes-nous sur cette question fondamentale et quel est le plan d'action concret ? Yannis Fayd'herbe nous donne quelques pistes de réflexion. Atteindre la sécurité alimentaire est primordial.



Le Covid-19 et le conflit russo-ukrainien replacent la sécurité alimentaire et la production locale en tête des agendas économiques et politiques mondiaux. À Maurice, a-t-on conscience de cette urgence ?

Nous vivons deux événements aux conséquences tragiques qui montrent qu'une industrie locale solide est importante pour maîtriser la chaîne de valeur de la sécurité alimentaire. Aujourd'hui, nous obtenons l'attention du gouvernement et de tout le monde. Malheureusement, ces changements ne peuvent se faire du jour au lendemain. Aujourd'hui, c'est une priorité.

J'espère que les décisions suivront à tous les niveaux, dans le secteur privé et les institutions publiques. Nous devons avancer et passer à l'action car il est fondamental pour un pays comme Maurice de réduire sa dépendance aux importations. Il est clair que nous ne pouvons pas remplacer toutes les importations mais nous devons faire de gros efforts pour instaurer un plan d'action, sécuriser l'agroalimentaire et promouvoir davantage notre industrie locale.

Avec la montée de l'inflation, le consommateur est victime au quotidien des conséquences d'une note d'importation trop élevée. Or, nous devons quand même importer la matière première. Consommer local ne veut donc pas forcément dire moins cher…

Je crois que le débat sur la production locale ne doit pas être autour du prix, du moins cher ou du plus cher. Le plus important, c'est que nous parvenions à une production locale solide car c'est une question de sécurité alimentaire et de garantie d'approvisionnement, ce qui réduit les risques de rupture de stock pour beaucoup de produits. Produire local dépasse la question du prix et s'il faut privilégier les produits importés ou locaux qui coûteront plus cher. Les mentalités changent heureusement.

Il faut pousser les valeurs de la production locale et ne pas se focaliser sur les prix. Maurice peut être compétitif. Il n'y a qu'à voir d'autres secteurs, principalement l'exportation du textile, de la bijouterie ou des fruits de mer. Donc il ne faut pas se dire que produire à Maurice est trop cher. Il faut trouver un équilibre, prendre les bonnes décisions et instaurer les mesures adaptées pour déterminer ce qui doit être importé et ce qui peut être produit localement. On ne pourra pas remplacer les importations à 100 % mais on peut faire grandir notre production locale.

La fréquence d'arrivées des bateaux dans notre port est un problème. Réorienter notre stratégie sur la région serait pertinent. Comment démarrer ce «shift» ?

Une chose est vraie. Plus les sources d'approvisionnement sont loin, plus il y a des risques de rupture de stock et de fluctuations des prix. Pousser vers la régionalisation est fondamental pour nous, au vu de la taille de Maurice. Il nous faut capitaliser sur les pays de la région, les pays amis, dont Madagascar ou l'Afrique de l'Est, surtout au niveau agricole et pour l'élevage du bétail, entre autres. L'approvisionnement pourrait se faire dans des sources géographiquement plus proches de Maurice pour entraîner un coût de fret moins important et un risque amoindri de rupture de stock.

Encore une fois, il faut pouvoir prendre les décisions adéquates. À titre d'exemple, nous parlons depuis des années d'avoir une ligne maritime qui desservirait les îles et les pays de la région. Mais les grandes lignes maritimes ne s'intéressent pas à s'installer ici, au vu du volume de transport. Le secteur privé et l'État doivent donc trouver les solutions qui s'imposent sur ce *regional feeder vessel* pour alimenter toute la chaîne de valeur entre les îles de la région.

Est-ce qu'investir dans le numérique, l'agro-robotique, l'agritech et la sélection variétale de nos plantations en vaut la peine, considérant notre petit marché ?

Tout focus sur les nouvelles technologies et ce qu'elles peuvent apporter, que ce soit au secteur agricole ou manufacturier, est clairement d'actualité. Cela nous permettra d'être plus efficients et de faire baisser les coûts de production, d'être plus compétitifs et d'avoir une meilleure gestion de nos ressources. En revanche, il ne faut pas se leurrer ; la technologie n'apportera pas non plus toutes les solutions du jour au lendemain. D'où l'importance, encore une fois, de jouer la carte régionale.

Pour le segment agroalimentaire, par exemple, considérant l'espace restreint à Maurice et la qualité de la terre, assez pauvre, nous pourrions utiliser des plantations à plus grande échelle dans d'autres régions. Maurice pourrait être un *transformation hub* pour la valeur ajoutée dans le *processing* des produits agricoles qui seraient produits dans les pays voisins. Une solution ne couvrira pas tous nos maux mais l'application d'une multitude de solutions apportera les réponses à nos besoins.

On parle de manque d'organisation, d'absence d'objectifs et d'une feuille de route claire pour l'agriculture et la production locale. Quelles sont les conséquences de cette léthargie ?

Depuis l'arrivée du Covid-19, il y a eu pas mal d'avancées et de progrès en termes d'échanges et de discussions. Cela prend du temps mais nous avançons à petits pas et dans des secteurs différents. Donc, c'est plus difficile pour avoir un consensus. Cela dit, il y a une volonté de tous les acteurs, indépendamment des secteurs, incluant les autorités, de travailler ensemble pour trouver des solutions adéquates et travailler sur une feuille de route avec des plans d'action.

Encore une fois, ce n'est pas quelque chose qui se fait du jour au lendemain. Il y a toute une planification et une organisation à établir. C'est une question de temps mais la discussion est enclenchée. Je ne pense pas que l'on puisse parler de léthargie. Nous en parlons depuis des années, c'est vrai, mais à présent nous sommes dans un *momentum*, qui, je l'espère, aboutira à du concret.

Selon vous, renforcer la formation et l'apprentissage dans les créneaux liés à l'horticulture et la production locale est-il un «must» ?

Oui, forcément. La formation est capitale. Nous l'avons toujours dit, l'industrie et le monde agricole doivent miser et investir pour transformer nos industries. La formation dans la transformation de l'industrie est un élément important. Au-delà de la simple question de formation, il faut savoir qui peut l'assurer. Il y a un manque de compétences à ce niveau. Finalement, ça va de pair avec l'ouverture de nos frontières à des expatriés spécialisés dans cette transformation, le coaching et la formation de Mauriciens pour qu'ils prennent le relais dans les années à venir.

Finalement, par où on commence ?

La réflexion doit être faite par rapport à l'intégration verticale du secteur agricole et industriel pour l'agroalimentaire. Nous avons vu le succès des industries verticalement intégrées, comme le textile qui a été la force de Maurice pendant des années, l'intrant étant juste le coton, et ensuite la transformation du fil, la teinturerie, le tissage, le tricotage et autres, la confection à valeur ajoutée se faisant ici. Le fait d'être éloignée, cette réflexion pour l'agroalimentaire est pour moi la solution idéale.

Mais quand on parle d'intégration verticale, le régional inclut des cultures pouvant se faire dans des espaces plus grands ailleurs, comme à Madagascar, et les intrants viennent à Maurice pour être transformés en produits finis.

Propos recueillis par
Laetitia MELIDON